Quels sont les chiffres-clés de la Confé-rence régionale des directeurs des grandes écoles des Pays de la Loire (CGE PdL) ?

La CGE PdL regroupe 22 grandes écoles de statut public ou privé avec une large couverture territoriale : Nantes, Angers, Laval, Le Mans, La Roche-sur-Yon, Cholet et Saint-Nazaire. La moitié des membres sont multisites et leur mode de gouver-nance est autonome ou partagée avec d'autres établissements. Les écoles d'ingé-nieurs, majoritaires, voisinent avec des écoles de management et de commerce ainsi qu'une école de design, une école d'ar-chitecture et une école nationale vétérinaire qui forme aussi des ingénieurs agronomes (Oniris, que je dirige). Cette offre très riche de formation s'adresse à plus de 30 000 apprenants, soit le quart de la population étudiante nationale dans les grandes écoles, dont 20 % de boursiers et 800 doctorants. Par ailleurs, nos écoles s'appuient sur un personnel dépassant les 5 000 membres. Notre ADN se traduit par des établisse-ments à taille humaine, la force d'un collec-tif en réseau, la proximité avec nos 23 000 entreprises partenaires et notre réseau d'alumni qui maintient ces partenariats par le biais de recrutements et de montages de projets scientifiques ou d'innovation.



© Oniris



© Oniris

Quelles sont vos principales compétences ?

Association loi 1901, la CGE PdL assure un rôle de représentation de ses membres vis-à-vis du Conseil régional et des diffé-rentes filières professionnelles. Elle fait entendre sa voix lors de situations particu-lièrement critiques. Elle a notamment par-ticipé à une réunion préfectorale sur l'accueil d'étudiants et de chercheurs ukrainiens. Pendant la crise Covid, elle a lancé des réunions mensuelles en visiocon-férence pour échanger sur les pratiques et les retours d'expérience de ses membres. Elle travaille aussi beaucoup sur les enjeux sociétaux tels que l'égalité des chances (avec le projet Brio qui rassemble quatre grandes écoles de notre réseau), la diversité, le recrutement, la complémentarité des diplômes, les partenariats dans le cadre des Cordées de la réussite, l'égalité hommes / femmes et la prévention des violences sexuelles. Elle œuvre aussi à l'ouverture de la science vis-à-vis de la société pour sus-citer des vocations dès le collège.

Dans quels domaines vos membres sont-ils les plus actifs en termes de recherche et d'innovation ?

Nous mobilisons nos compétences au ser-vice des transitions numérique, énergétique et alimentaire. Dans le même esprit, nos membres développent une politique RSE et animent de nombreuses actions dans ce cadre, en réponse à l'obligation légale, pour les grandes écoles, d'adopter des objectifs de développement durable d'ici la fin 2024. Cette volonté est largement partagée par nos étudiants dont les nombreuses associa-tions militent activement en faveur des transitions. Par ailleurs, nous participons à la politique de site en matière d'enseigne-ment supérieur et de recherche. Ces réflexions concertées et structurantes avec les universités partenaires nous ont permis de proposer des réponses communes à cer-tains appels à projets dans le cadre des appels à

manifestation d'intérêt (AMI) de France 2030 : compétences et métiers d'avenir, universités de recherche, projet Excellence… Autre exemple de croisement des compétences : le GEPEA, une impor-tante unité de recherche sur le génie des procédés alimentaires qui regroupe Oniris, IMT Atlantique, Nantes Université et le CNRS. De même, nous envisageons de faire davantage appel aux SHS pour aborder des enjeux sociétaux comme le bien-être des animaux et des vétérinaires confrontés à l'euthanasie.



© Oniris



© Oniris

Quels sont selon vous les défis à relever en matière de formation ?

Je tiens d'abord à rappeler que quasiment tous nos diplômes bac +5 sont proposés en formation initiale, en alternance ou en formation continue (VAE). Notre pre-mier défi reste celui de l'égalité hommes / femmes dans les formations d'ingénieurs. En effet, les étudiantes représentent large-ment moins de 50 % des effectifs. Il faut agir au niveau du recrutement, mais aussi au niveau du bac, dont la réforme a généré un effet collatéral très négatif : de nom-breuses lycéennes de terminale ont renoncé à certaines spécialisations comme les mathématiques, ce qui leur ferme de

facto les portes des carrières scientifiques. Le deu-xième défi est de mettre à jour nos forma-tions pour préparer nos étudiants aux transitions en cours et leur offrir des cursus à la carte, plus conformes à leurs aspirations.